« Le comble de la fantaisie administrative »

Quand le CNRS coordonne la recherche...

Denis Guthleben

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/7953>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.7953

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 3 juillet 2008

ISBN : 978-2-271-06675-6

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Denis Guthleben, « « Le comble de la fantaisie administrative » », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 21 | 2008, mis en ligne le 03 juillet 2010, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/7953> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.7953>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

« Le comble de la fantaisie administrative »

Quand le CNRS coordonne la recherche...

Denis Guthleben

- 1 Janvier 1947. La préparation du I^{er} Plan de Modernisation et d'Équipement arrive à son terme. Reconstruction des équipements publics, relance de l'appareil productif, lutte contre les pénuries, il vise à remettre la France sur les rails. Le chantier, au lendemain de la seconde guerre mondiale, est bien sûr immense. À tel point que ses maîtres d'œuvre, au premier rang desquels figure Jean Monnet, commettent quelques omissions. Et pas des moindres : la recherche scientifique, en particulier, a été laissée sur le bord du chemin. Frédéric Joliot-Curie, piqué au vif, engage la mobilisation de la communauté savante. Avec Georges Teissier, il publie un manifeste, « Sur un oubli du Plan Monnet », qui livre une vision dramatique de la situation de la recherche française et s'achève sur ces mots : « *C'est un cri d'alarme que nous jetons.* »¹ Malgré l'urgence de l'appel, malgré les signatures, nombreuses et prestigieuses, qui y sont apposées, il est trop tard pour que ce cri soit entendu : le décret relatif aux modalités d'exécution du Plan Monnet est signé par Léon Blum le 16 janvier 1947. La recherche est ainsi exclue pour quatre ans des grandes priorités nationales².
- 2 Mai 1952. La préparation du II^e Plan est déjà bien engagée. Mais l'histoire semble se répéter. Car si la recherche est présente, cette fois-ci, dans les travaux du Commissariat, elle est diluée dans une commission qui s'occupe également d'art et d'enseignement scolaire. Et personne ne semble s'en soucier, ni du côté des politiques, ni dans les rangs des scientifiques, comme si tout le monde avait oublié... l'oubli de 1947. Tout le monde, ou presque. Une piqure de rappel est en effet administrée en ce mois de mai 1952. Fait surprenant, elle n'est prescrite ni par l'Université, ni par le CNRS, encore moins par quelque grand nom de la science – Frédéric Joliot, renvoyé deux ans auparavant du CEA, reste silencieux –, mais par une assemblée que l'on n'attendait pas sur ce sujet : le Conseil économique³. C'est la première fois en effet que la troisième assemblée constitutionnelle de la République examine « les problèmes de la recherche scientifique et technique »⁴. Par son analyse de la situation, par les

solutions qu'il préconise, par sa liberté de ton également, le rapport que rend le Conseil économique apporte une lumière nouvelle sur la recherche française au début des années 1950, et en particulier sur la place qu'y occupe le CNRS.

La « mission humoristique » du CNRS

- 3 Le 10 mai 1952, le professeur Camille Soula, qui siège au Conseil économique comme représentant des « travailleurs intellectuels » au sein du « groupe de la pensée française »⁵, attire l'attention de ses collègues sur « une situation angoissante »⁶. Après avoir pris connaissance du rapport de la commission du Plan en charge de « l'équipement scolaire, universitaire, scientifique et artistique », il s'est aperçu que les besoins de la recherche n'y étaient évoqués « que pour mémoire ». Le Conseil économique décide donc, ainsi que le prévoient ses prérogatives, de s'autosaisir de cette question. Simple lutte d'influence ou préoccupation pour l'intérêt de la Nation ? Toujours est-il que l'assemblée consultative prend ainsi le relais d'un Commissariat au Plan qu'elle juge trop négligent.
- 4 L'examen du sujet est naturellement confié à Camille Soula. Comme il est de tradition au Conseil économique, le professeur toulousain entame une vaste campagne d'entretiens. La liste des personnalités dont il recueille les opinions est en effet impressionnante. Parmi eux, Henri Longchambon et Henri Laugier, les directeurs du CNRS d'avant-guerre, et Gaston Dupouy, le directeur général en exercice. Mais également les responsables de tous les grands organismes de recherche (Institut Pasteur, Institut national d'hygiène, Commissariat à l'énergie atomique), des universitaires, des chercheurs, des chefs d'entreprise, des représentants syndicaux, etc. Au total, la retranscription de ces entretiens tient sur près de 150 pages dans le rapport final du Conseil.
- 5 Le CNRS occupe une place privilégiée, tant dans les propos des personnalités sollicitées que dans les notes de Camille Soula. La coordination de la recherche publique et privée, dont le Centre est responsable depuis 1939 ⁷, constitue la trame centrale du rapport. C'est sur ce point d'ailleurs que les avis sont les plus tranchés. La synthèse qui en est proposée est révélatrice : cette mission originelle, confirmée à la Libération, est une « mauvaise plaisanterie », « le comble de la fantaisie administrative ». *« Il pourra paraître fort irrévérencieux de la part du Conseil de porter un jugement sur la valeur du texte législatif ayant force de loi, note Camille Soula. On ne saurait néanmoins s'empêcher de se poser la question de savoir à quel degré d'illusion le législateur était arrivé, pour s'imaginer qu'une tâche aussi ambitieuse que celle qu'il avait fixée se trouverait accomplie sans difficulté et sans que des moyens correspondants aux tâches eussent été prévus. Si le CNRS a reçu une mission de coordination, il n'a reçu ni l'autorité, ni les moyens d'accomplir cette mission. »*⁸
- 6 La raison principale de cet écueil est soulignée avec la même franchise : le Centre relève d'un ministère, l'Éducation nationale, et ne peut donc pas se placer au-dessus des organismes fondés par les autres départements ministériels. « Au mépris complet du texte qui déterminait le rôle du CNRS, de nombreux autres textes sont intervenus, créant à l'envi des organismes de recherche d'État, à statuts plus ou moins bien définis, s'ignorant les uns les autres, leurs promoteurs n'ayant d'ailleurs pas eu le moindre souci de situer leur action dans un ensemble cohérent. »⁹ En conséquence, « il était fatal que leur évolution se fit dans le sens d'une autonomie abusive, chaque administration tendant à constituer un CNRS pour son compte »¹⁰. S'inspirant des témoignages qu'il a recueillis, Camille Soula va plus loin encore et s'interroge sur l'utilité de certaines de ces copies du CNRS : *« Il n'est que de jeter un coup d'œil sur le Bottin administratif pour se*

convaincre que presque tous les départements ministériels disposent de services ou d'organismes qui, de près ou de loin, ont une activité normale de recherche. En approfondissant la question, on est toujours conduit à faire un certain nombre de réserves sur le caractère indispensable des créations dans ce vaste domaine de la recherche d'État. »

- 7 Dans ces conditions, la coordination est pour le Centre « une mission humoristique »¹¹. Preuve d'ailleurs que le Législateur a un goût prononcé pour la plaisanterie, il est à l'origine d'une « dernière ironie : le Parlement, pour examiner le plan d'équipement quinquennal du CNRS, dans un noble souci de remise en ordre des affaires du pays, a fièrement déclaré que ce plan serait examiné si la coordination était réalisée avant le 1^{er} décembre dernier ». Pas de coordination sans moyens, mais pas de moyens sans coordination... on comprend aisément le ton sarcastique de Camille Soula face à une situation que n'aurait pas reniée Kafka.

Vers où faire souffler l'esprit ?

- 8 La question de la coordination est donc centrale dans le questionnaire que Camille Soula a soumis aux personnalités sollicitées par le Conseil économique. Et chacune y va de son avis. Edmond Bauer est sans doute celui qui se démarque le plus : fidèle à une conception traditionnelle de la recherche et citant Jean Perrin, il rappelle que « *l'esprit souffle où il veut* ». Ainsi, « *organiser trop strictement la recherche serait contraire à son but même* ». C'est là le principal argument de son propos. « *Tout au plus, concède finalement le physicien, pourrait-on créer un organisme de contrôle à pouvoirs limités, par exemple, à la présidence du Conseil.* »¹² Sur ce point au moins, la vision minimaliste d'Edmond Bauer recoupe celle des personnalités qui se sont essayées à l'administration de la recherche, les Laugier, Longchambon et Dupouy : la coordination scientifique doit monter d'un échelon, passer du ministériel à l'interministériel, c'est-à-dire de l'Éducation nationale qui n'en a pas les moyens à la présidence du Conseil qui pourrait se les donner.
- 9 Gaston Dupouy s'inspire d'ailleurs, pour soutenir cette proposition, du chemin suivi par les autres pays, en particulier par les États-Unis. Le directeur du CNRS n'hésite pas à forcer le trait : « *Aux États-Unis et au Brésil, les directeurs [des organismes de recherche] sont directement responsables devant le président de la République.* » Il fait évidemment référence à la toute jeune National Science Foundation, créée sous la présidence d'Harry Truman et qui vient de fêter son troisième anniversaire. « *C'est sous la pression des événements, poursuit-il, que de pareilles décisions ont été prises à l'étranger. Elles traduisent la préoccupation des pays intéressés d'avoir sous la main de puissants organismes ayant pour mission d'appliquer les directives gouvernementales dans les domaines intéressant l'économie et la défense nationales.* »¹³ C'est oublier un peu vite, cependant, que l'essentiel de la recherche ne se pratique pas, outre-Atlantique, au sein de telles institutions, mais dans les universités.
- 10 Henri Laugier et Henri Longchambon, qui ont présidé aux destinées du Centre avant l'armistice de juin 1940, partagent la même opinion. Avec une nuance toutefois : ce n'est pas à un scientifique, mais à un homme politique – qui peut d'ailleurs être de formation scientifique –, de faire entrer la recherche au gouvernement. « *Jamais un directeur de ministère n'aura l'autorité nécessaire pour une tâche de cette ampleur* », prévient ainsi Henri Laugier, qui, bravache, ajoute le jour de son entretien : « *Je dirais cela à mon ami Dupouy, s'il était là.* »¹⁴ En réalisant la synthèse de ces avis, Camille Soula revient d'ailleurs sur l'intérêt de voir une personnalité politique désignée dans ce domaine : « *Il faut une tête, parce que l'idée même de coordination implique celle de pensée harmonieuse et donc de cerveau unique* » – on rappellera ici que Camille Soula est physiologiste. Cette solution apparaît toutefois comme un pis-aller, les scientifiques plaçant une confiance

très limitée dans les politiques : « Cette tête, il nous a paru finalement que la plupart des personnalités consultées avaient souhaité – ne serait-ce que forcées de ne pouvoir faire autrement –, que ce soit une personne politique. »¹⁵ En somme, suivant l'opinion majoritaire, le Conseil économique ne réclame pas le rattachement du CNRS à la présidence du Conseil, mais la désignation d'un secrétaire d'État à la Recherche. « Ce n'est qu'à un tel homme que peut incomber la charge et la responsabilité d'alerter le pays, note Camille Soula, et de mettre l'accent au Parlement et dans les conseils du gouvernement sur les exigences de la recherche. » Faisant implicitement référence au maroquin confié à Jean Perrin en 1936, le professeur toulousain ajoute : « Il est d'ailleurs de fait que c'est seulement aux époques où un tel personnage a existé que la recherche a connu ses plus beaux moments. »¹⁶

Pour l'indépendance

- 11 En s'autosaisissant des « problèmes de la recherche scientifique », le Conseil économique est donc allé plus loin qu'une simple estimation des moyens nécessaires, comme l'a fait le commissariat au Plan. L'assemblée mène en effet une réflexion de fond sur la politique scientifique qu'il importe de conduire en France. Et ses travaux ont des effets à la fois à court et à moyen termes.
- 12 La première conséquence est la mise en place, au sein du commissariat au Plan, d'une nouvelle commission entièrement consacrée à la recherche scientifique. Sa création survient un an, quasiment jour pour jour, après que Camille Soula a recommandé à ses collègues de se saisir de ce sujet. Elle débute ses consultations au moment où le Conseil économique publie les siennes – ce n'est bien sûr pas une coïncidence.
- 13 Baptisée « commission de la recherche scientifique et technique » – il s'agit mot pour mot du nom que s'est donné la commission de Camille Soula –, elle est « chargée d'établir un programme quadriennal de modernisation et d'équipement de la recherche théorique et de la recherche appliquée à l'économie et à la défense nationale et de proposer les mesures à prendre pour assurer le maximum de développement et d'efficacité aux efforts publics et privés en la matière. »¹⁷
- 14 Camille Soula réussit donc là où Frédéric Joliot-Curie a échoué six ans plus tôt. Pour y parvenir, le professeur de physiologie s'est d'ailleurs inspiré du manifeste rédigé en 1947 par le prix Nobel. Ce dernier avançait que, faute d'un équilibre entre les dépenses de recherche et la puissance industrielle, le pays qui fait un effort insuffisant achète des licences, s'appauvrit et devient « une colonie de l'étranger ». En 1953, Camille Soula note, à l'identique : « Est-ce qu'un pays qui négligerait la recherche, qui dans la mesure de ses moyens – et chez nous les moyens intellectuels sont grands – ne ferait pas un effort coordonné, qui deviendrait exclusivement importateur d'inventions, est-ce que ce pays ne se ruinerait pas en achetant licences et brevets, au lieu de s'enrichir en les vendant ? Est-ce qu'au bout, il ne perdrait pas son indépendance ? »¹⁸
- 15 Grâce au Conseil économique, la recherche fait donc son entrée au Plan. Voilà pour les conséquences immédiates. Mais on aurait tort de sous-estimer également l'influence de la réflexion de l'assemblée sur les décisions politiques ultérieures. Il convient en effet de rendre à César ce qui lui appartient. Quelques mois seulement après la publication du rapport du Conseil économique, en juin 1954, Pierre Mendès France est appelé à la présidence du Conseil. Parmi ses premiers actes de gouvernement, et bien que son attention soit attirée vers des difficultés autrement plus préoccupantes – l'Indochine, en particulier –, le député de l'Eure donne une priorité toute particulière à la recherche scientifique, en désignant, ce qui n'avait plus été fait depuis le Front populaire, un secrétaire d'État à la Recherche scientifique et au Progrès technique. La personne

appelée à ce poste n'est autre qu'Henri Longchambon, dont l'intervention devant le Conseil économique avait été tout particulièrement remarquée.

- 16 L'ancien directeur du CNRS y avait déclaré : « *C'est une politique de la recherche que nous devons avoir, une politique soutenue, permanente, qu'il nous faut avoir. Cette politique, il appartient au gouvernement de la créer et l'exercer avec toute l'autorité, le prestige et la force dont il dispose* »¹⁹. Pouvait-il se douter qu'il allait, un an plus tard, mettre lui-même cette politique en œuvre ?

NOTES

- 1.« Sur un oubli dans le Plan Monnet », Archives nationales, fonds CNRS 800 284 liasse 101.
- 2.Pour sept ans, en réalité, car le Plan Monnet est prolongé jusqu'à la fin de l'année 1953 afin d'harmoniser son calendrier avec celui du Plan Marshall, qui contribue à sa réalisation en assurant le financement d'une grande partie de ses investissements.
- 3.Qui devient, avec l'instauration, en 1958, de la V^e République, le Conseil économique et social.
- 4.Conseil économique, études et travaux, « Les problèmes de la recherche scientifique », PUF, 1953.
- 5.Le groupe de la pensée française regroupe des enseignants, des chercheurs, des écrivains, etc. Parmi ses membres, outre Camille Soula, figurent entre autres André Philip, Émile Roche et Alfred Sauvy.
- 6.« Les problèmes de la recherche scientifique », *op. cit.*, p. 6.
- 7.Selon son décret fondateur, le CNRS doit en effet « provoquer, coordonner et encourager les recherches de science pure ou appliquée poursuivies par les différents services publics et les entreprises privées », Journal officiel de la République française, 24 octobre 1939.
- 8.« Les problèmes de la recherche scientifique », *op. cit.*, p. 27.
- 9.*Ibid.*, p. 34.
- 10.*Ibid.*, p. 28.
- 11.*Ibid.*, p. 52.
- 12.*Ibid.*, p. 76.
- 13.*Ibid.*, p. 137.
- 14.*Ibid.*, p. 181.
- 15.*Ibid.*, p. 59.
- 16.*Idem.*
- 17.Arrêté de création de la commission de la recherche scientifique et technique du Commissariat au Plan, 6 mai 1953, Journal Officiel du 7 mai 1953.
- 18.« Les problèmes de la recherche scientifique », *op. cit.*, p. 19.
- 19.*Ibid.*, p. 192.

RÉSUMÉS

En 1952, le Conseil économique s'autosaisit des « problèmes de la recherche scientifique et technique » en France. Passant en revue le potentiel scientifique de la Nation, il examine en particulier le rôle du CNRS et constate que la mission de coordination qui lui a été confiée treize ans plus tôt relève de l'utopie.

In 1952, the Economic Council looked into “the problems of scientific research” in France. Reviewing all the scientific potential of the Nation, the Assembly examined particularly the role of the CNRS and noticed that its mission of coordination was nothing but an utopia.

INDEX

Mots-clés : CNRS, conseil économique et social, rôle du CNRS

AUTEUR

DENIS GUTHLEBEN

Denis Guthleben, historien, est attaché scientifique au Comité pour l'histoire du CNRS.